

Par Samir Amin,
directeur du Forum du Tiers Monde
et président du Forum Mondial des Alternatives.

Septembre 2012.

Résumé

Il montre d'abord que l'Union européenne ne peut pas être comparée aux États-Unis d'Amérique, et qu'elle ne deviendra jamais une puissance égale sur les plans politique et économique. L'Europe manque en effet de ressources naturelles ; elle est composée de nations historiques distinctes qui interdisent de reconnaître l'existante d'un « peuple européen » comme il existe un « peuple étatsuniens » ; le développement capitaliste en Europe est inégal alors qu'il est homogène en Amérique du Nord. Il n'y a pas d'identité européenne. En outre, l'Union européenne est atlantiste et impérialiste. La Grande-Bretagne certes, mais aussi les États de l'Europe continentale acceptent de donner un rôle central à l'OTAN. Pour certains pays de l'Union européenne (Pologne, pays baltes, Hongrie...), la protection de l'OTAN (des États-Unis) face à « l'ennemi russe » est plus importante que leur appartenance à l'Union européenne. Il n'y a donc pas de politique extérieure et il ne peut y en avoir pour l'Union européenne et les pays qui la composent. Pour Samir Amin « un » projet européen est nécessaire. Mais le projet actuel d'Union européenne n'est pas viable, et on ne peut pas le transformer pour qu'il le devienne. Car la « construction » de l'Union européenne et celle de la zone euro ont été conçues pour bâtir la mondialisation néolibérale sur le continent. C'est-à-dire la construction d'un système assurant la domination exclusive du capitalisme des monopoles. La transformation de ce système, pour l'auteur, relève du « miracle » : il faudrait que le système reconnaisse la « réalité des souverainetés nationales » et que le capitalisme soit contraint de changer sa « logique propre ». Il n'existe pas, pour le moment, de forces sociales et politiques capables d'inverser le conservatisme européen en place. La crise de l'euro illustre l'impossible viabilité du projet de l'Union européenne actuelle. L'auteur préconise d'identifier des objectifs stratégiques d'étape et la mise en œuvre de tactiques efficaces. Une première avancée efficace serait la remise en question des politiques d'austérité et des pratiques autoritaires et anti-démocratiques qui sont liées. Mais ces luttes se heurteront à la gestion de l'euro. C'est pourquoi il n'est pas possible d'éviter de sortir de l'euro et de restaurer la « souveraineté monétaire » des États européens. Il est évident que les conditions politiques permettant de telles avancées ne seront jamais réunies en même temps dans l'ensemble de l'Union européenne : « ce miracle n'aura pas lieu ». Il faudra donc accepter de commencer là où on le peut, dans un ou plusieurs pays, le processus faisant boule de neige. Enfin, la conclusion de Samir Amin est que le rétablissement des souverainetés nationales est une exigence pour tous les peuples de toutes les régions de la planète. Sans ce respect, ce sera le « droit » à l'intervention des puissances impérialistes dans les affaires des nations, aucune alternative démocratique et progressiste ne sera possible, en Europe et ailleurs. Les dimensions internationaliste et anti-impérialiste des luttes doivent être renforcées.

Peut-on comparer l'Europe aux États-Unis ?

L'opinion majoritaire en Europe est convaincue que l'Europe a les moyens de devenir une puissance économique et politique comparable aux États-Unis et, de ce fait, indépendante. En additionnant les populations et les PIB concernés cela paraît évident. Pour ma part je crois que l'Europe souffre de trois handicaps majeurs qui interdisent la comparaison.

Premièrement le continent nord-américain (les États-Unis et ce que j'appelle sa province extérieure – le Canada) bénéficie de ressources naturelles incomparables à celles de l'Europe à l'Ouest de la Russie comme en témoigne la dépendance énergétique européenne.

Deuxièmement l'Europe est constituée d'un bon nombre de nations historiques distinctes dont la diversité des cultures politiques, sans que celles-ci ne soient nécessairement chauvines, pèse suffisamment lourd pour interdire d'y reconnaître l'existence d'un « peuple européen » à l'instar du « peuple étatsunien ». On reviendra sur cette question majeure.

Troisièmement (et c'est là la raison principale qui interdit la comparaison) le développement capitaliste en Europe a été et demeure inégal, alors que celui-ci a homogénéisé les conditions de son déploiement dans l'espace nord-américain, tout au moins depuis la guerre de sécession. L'Europe – à l'Ouest de la Russie historique (qui inclut la Biélorussie et l'Ukraine) – est elle-même composée de trois strates de sociétés capitalistes inégalement développées.

Le capitalisme historique – c'est-à-dire la forme du mode capitaliste qui s'est imposé à l'échelle mondiale – s'est constitué à partir du XVI^e siècle dans le triangle Londres/Amsterdam/Paris, pour prendre sa forme achevée avec la révolution politique française et la révolution industrielle anglaise. Ce modèle, qui deviendra celui du capitalisme des centres dominants jusqu'à l'époque contemporaine (le capitalisme libéral pour employer les termes de Wallerstein), s'est déployé avec vigueur et rapidité aux États-Unis, après la guerre de Sécession qui met un terme à la position dominante des esclavagistes dans la gestion de l'Union ; plus tard au Japon. En Europe le modèle a conquis, également rapidement (à partir de 1870), l'Allemagne et la Scandinavie. Ce noyau européen (Grande-Bretagne, France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Suisse, Autriche, Scandinavie) est aujourd'hui soumis à la gestion économique, sociale et politique de ses propres monopoles que j'ai qualifié de « généralisés », constitués comme tels dans les années 1975-1990, à partir des formes antérieures du capitalisme des monopoles. Or les monopoles généralisés propres à cette région européenne ne sont pas « européens » mais encore rigoureusement « nationaux » (c'est-à-dire allemands, ou britanniques, ou suédois, etc.), bien que leurs activités soient transeuropéennes et même transnationales (opérant à l'échelle de toute la planète). Il en est de même des monopoles généralisés contemporains des États-Unis et du Japon. Dans mon commentaire des travaux de recherche impressionnants qui ont été faits sur ce sujet j'ai insisté sur l'importance décisive de cette conclusion.

La seconde strate concerne l'Italie et l'Espagne, dans lesquels le même modèle – aujourd'hui donc celui du capitalisme des monopoles généralisés – n'a pris corps que beaucoup plus récemment, après la Seconde Guerre mondiale. Les formes de la gestion économique et politique des sociétés concernées, de ce fait particulières, constituent un handicap à leur promotion au rang d'égaux de premiers.

Mais la troisième strate, qui englobe les pays de l'ex-monde « socialiste » (à la mode soviétique) et la Grèce, n'est pas le siège de monopoles généralisés propres à leurs sociétés nationales (les armateurs grecs sont peut-être l'exception, mais leur statut est-il celui de « Grecs » ?). Tous ces pays étaient jusqu'à la Seconde Guerre mondiale encore loin de s'être constitués en sociétés capitalistes développées à l'instar de celles du noyau européen central. Par la suite le socialisme soviétique a fait encore reculer les embryons de bourgeoisies capitalistes nationales, en substituant à leur pouvoir celui d'un capitalisme d'État associé à des comportements sociaux, sinon socialistes. Réintégrés dans le monde capitaliste par leur adhésion à l'Union européenne et à l'Otan, ces pays sont désormais dans la situation de ceux du capitalisme périphérique : ils ne sont pas gérés par leurs propres monopoles généralisés nationaux, mais dominés par ceux du noyau européen central.

Cette hétérogénéité de l'Europe interdit rigoureusement sa comparaison avec l'ensemble États-Unis/Canada. Mais, dira-t-on, cette hétérogénéité ne pourrait-elle pas être effacée graduellement, précisément par la construction européenne ? L'opinion européenne dominante le pense ; je ne le crois pas, et nous reviendrons sur cette question.

Doit-on comparer l'Europe au continent des deux Amériques ?

Pour ma part je crois plus proche de la réalité la comparaison de l'Europe avec le continent des deux Amériques (États-Unis/Canada d'une part, Amérique latine et Caraïbes d'autre part) qu'avec la seule Amérique du Nord. Le continent des deux Amériques constitue un ensemble du capitalisme mondial caractérisé par le contraste qui oppose son Nord central et dominant à son Sud périphérique et dominé. Cette domination, partagée au XIXe siècle entre le concurrent britannique (alors hégémonique à l'échelle mondiale) et la puissance étatsunienne montante (dont l'ambition est proclamée dès 1823 par la doctrine Monroe), est aujourd'hui désormais principalement exercée par Washington, dont les monopoles généralisés contrôlent largement la vie économique et politique du Sud, en dépit des avancées combattives récentes qui pourraient remettre en question cette domination. L'analogie avec l'Europe s'impose. L'Est européen est dans une situation de périphérie soumise à l'Ouest européen analogue celle qui caractérise l'Amérique latine dans ses rapports avec les États-Unis.

Mais toutes les analogies ont leurs limites et les ignorer conduirait à des conclusions erronées concernant les avenir possibles et les stratégies de lutte efficaces capables d'ouvrir la voie au meilleur de ces avenir. Sur deux plans l'analogie cède la place à la différence. L'Amérique latine est un continent immense, doté de ressources naturelles fabuleuses – eau, terres, minerais, pétrole et gaz. L'Europe de l'Est n'est sur ce plan en rien comparable. Par ailleurs l'Amérique latine est également relativement considérablement moins hétérogène que l'Europe de l'Est : deux langues apparentées (sans ignorer ce qu'il reste des langues indiennes), peu d'hostilité chauvine entre voisins. Mais ces différences – pour importantes qu'elles soient – ne constituent pas notre motif majeur de ne pas poursuivre le raisonnement simplifié de l'analogie.

La domination des États-Unis sur son Sud américain se déploie par des moyens qui relèvent principalement de l'économique comme en témoigne le modèle du marché commun pan-américain promu par Washington, en panne dans la tentative des États-Unis de l'imposer. Même dans son segment actif – NAFTA qui annexe le Mexique au grand marché Nord américain – l'institution ne remet pas en cause la souveraineté politique du Mexique dominé. Mon observation ne comporte aucun volet naïf. Je sais bien qu'il n'y a pas de cloisons étanches séparant les moyens économiques de ceux mis en œuvre aux plans de la politique. L'OEA (l'Organisation des États Américains) a été à juste titre considérée par les opposants d'Amérique latine comme « le Ministère des colonies des États-Unis », et la liste des interventions, qu'elles aient été militaires (dans les Caraïbes) ou qu'elles aient pris la forme de soutiens organisés à des coups d'États est suffisamment longue pour en témoigner.

L'institutionnalisation des rapports entre les États de l'Union européenne relève d'une logique plus large et plus complexe. Il y a bien une sorte de « doctrine Monroe » ouest européenne (« l'Europe de l'Est appartient à l'Europe de l'Ouest »). Mais il n'y a pas que cela. L'Europe n'est plus seulement un « marché commun » comme elle l'avait été à l'origine, au départ limité à six pays puis étendue à d'autres en Europe de l'Ouest. Depuis le traité de Maastricht elle est devenue un projet politique. Certes ce projet politique a été conçu pour servir celui de la gestion des sociétés concernées par les monopoles généralisés. Mais il peut devenir le lieu de conflits et de remises en cause de cette vocation et des moyens mis en place pour la servir. Les institutions européennes sont censées associer les peuples de l'Union et prévoient quelques moyens à cet effet, comme la mesure de la représentation des États en fonction de leur population et non de leur PIB. De ce fait l'opinion dominante en Europe, en y incluant celle de la majorité des gauches critiques des institutions telles qu'elles sont, garde l'espoir qu'une « autre Europe » est possible.

Avant de discuter des thèses et des hypothèses concernant les avenir possibles de la construction européenne il nous paraît nécessaire de faire un détour par la discussion de l'atlantisme et de l'impérialisme d'une part, et de l'identité européenne d'autre part.

Europe ou Europe atlantiste et impérialiste ?

La Grande-Bretagne est atlantiste plus qu'elle n'est européenne, et tient cette posture de son héritage d'ancienne puissance impérialiste hégémonique, quand bien même cet héritage serait-il réduit aujourd'hui à la position privilégiée que la City de Londres occupe dans le système financier mondialisé. La Grande-Bretagne soumet donc son adhésion fort particulière à l'Union européenne à la priorité qu'elle donne à

l'institutionnalisation d'un marché économique et financier euro-atlantique, qui l'emporte sur toute volonté de participer activement à une construction politique de l'Europe.

Mais ce n'est pas seulement la Grande-Bretagne qui est atlantiste. Les États de l'Europe continentale ne le sont pas moins, en dépit de leur volonté apparente de construire une Europe politique. La preuve en est donnée par la centralité de l'OTAN dans cette construction politique. Qu'une alliance militaire avec un pays extérieur à l'Union ait été intégrée dans la « constitution européenne » constitue une aberration juridique sans pareille. Pour certains pays européens (la Pologne, les États baltes, la Hongrie) la protection de l'OTAN – c'est-à-dire des États-Unis – face à « l'ennemi russe » (!) est plus importante que leur appartenance à l'Union européenne.

La persistance de l'atlantisme et l'expansion mondiale du champ d'intervention de l'OTAN après qu'ait disparue la prétendue « menace soviétique » sont les produits de ce que j'ai analysé comme l'émergence de l'impérialisme collectif de la triade (États-Unis, Europe, Japon), c'est-à-dire des centres dominants du capitalisme des monopoles généralisés, et qui entendent le demeurer en dépit de la montée des États émergents. Il s'agit là d'une transformation qualitative relativement récente du système impérialiste antérieurement et traditionnellement fondé sur le conflit des puissances impérialistes. La raison de l'émergence de cet impérialisme collectif est la nécessité de faire face ensemble au défi que constituent les ambitions des peuples et des États des périphéries d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine de sortir de leur soumission.

Le segment européen impérialiste en question ne concerne que l'Europe de l'Ouest, dont tous les États ont toujours été impérialistes à l'époque moderne, qu'ils aient disposé de colonies ou pas, ayant tous et toujours eu accès à la rente impérialiste. Les pays de l'Europe de l'Est par contre n'ont pas accès à celle-ci, n'étant pas le siège de monopoles généralisés nationaux qui leur soient propres. Mais ils se nourrissent de l'illusion qu'ils y ont droit, du fait de leur « européanité ». J'ignore s'ils sauront se débarrasser un jour de cette illusion.

L'impérialisme étant devenu désormais collectif il n'y a plus qu'une seule politique – celle de la triade – commune et partagée vis-à-vis du Sud, qui est une politique d'agression permanente contre les peuples et les États qui osent remettre en question ce système particulier de la mondialisation. Or l'impérialisme collectif a un leader militaire, sinon un hégémon : les États-Unis. On comprend alors qu'il n'y a plus de politique extérieure, ni de l'Union européenne, ni des États qui la constituent. Les faits démontrent qu'il n'y a qu'une seule réalité : l'alignement sur ce que Washington décide seul (peut être en accord avec Londres). L'Europe vue du Sud n'est rien d'autre que l'allié inconditionnel des États-Unis. Et s'il y a sur ce plan peut être quelques illusions en Amérique latine – du fait sans doute que l'hégémonie est exercée ici brutalement par les seuls États-Unis et non par leurs alliés subalternes européens – cela n'est pas le cas en Asie et en Afrique. Les pouvoirs dans les pays émergents le savent ; ceux qui gèrent les affaires courantes dans les autres pays des deux continents acceptent leur statut de compradores soumis. Pour tous Washington seul compte, pas l'Europe, devenue inexistante.

Y a-t-il une identité européenne ?

L'angle sous lequel doit être regardée cette question est cette fois intérieur à l'Europe. Car vue de l'extérieur – du grand Sud – oui « l'Europe » paraît être une réalité. Pour les peuples d'Asie et d'Afrique, de langues et de religions « non européennes », même lorsque cette réalité a été atténuée par des conversions missionnaires au christianisme ou l'adoption de la langue officielle des anciens colonisateurs, les Européens sont les « autres ». L'affaire est différente en Amérique latine qui, comme l'Amérique du Nord, est le produit de la construction de « l'autre Europe » associée nécessaire au déploiement du capitalisme historique.

La question de l'identité européenne ne peut être discutée qu'en portant le regard sur l'Europe vue de l'intérieur. Or les thèses qui affirment la réalité de cette identité et celles qui le nient se confrontent dans des polémiques qui conduisent les uns et les autres à trop tordre le bâton en leur faveur. Les uns invoqueront donc la chrétienté, alors qu'il faudrait parler des chrétientés catholique, protestante et orthodoxe, sans oublier les sans pratique religieuse ou même sans religion qui ne comptent plus pour quantités négligeables. Les autres feront observer qu'un Espagnol se sent plus à l'aise avec un Argentin qu'avec un Lituanien, qu'un Français comprendra mieux un Algérien qu'un Bulgare, qu'un Anglais se déplace plus aisément dans

l'espace mondial des peuples qui partagent sa langue qu'en Europe. L'ancêtre civilisateur gréco-romain, réel ou reconstruit, devrait faire adopter le latin et le grec et non de l'anglais comme langues officielles de l'Europe (ce qu'elles étaient au Moyen Age). Les Lumières du XVIIIe siècle n'ont guère concerné que le triangle Londres/Amsterdam/Paris, même si elles ont été exportées jusqu'en Prusse et en Russie. La démocratie électorale représentative est trop récente et encore bien incertaine pour en faire remonter les sources à la formation des cultures politiques européennes, visiblement diverses.

Il ne serait pas difficile de faire apparaître la puissance toujours présente en Europe des identités nationales. La France, l'Espagne, l'Angleterre, l'Allemagne se sont construits dans leur adversité guerrière. Et si l'insignifiant Premier ministre de Luxembourg peut déclarer que « sa patrie est l'Europe » (ou peut-être la patrie de sa banque !), aucun président français, chancelier allemand ou premier britannique n'oserait une telle sottise. Mais est-il nécessaire d'affirmer la réalité d'une identité commune pour légitimer un projet de construction politique régionale ? Pour ma part je crois qu'il n'en est rien. Mais à condition de reconnaître la diversité des identités (appelons les « nationales ») des partenaires et de situer avec précision les raisons sérieuses de la volonté de la construction commune. Ce principe n'est pas valable exclusivement pour les Européens ; il l'est tout également pour les peuples des Caraïbes, d'Amérique hispanique (ou latine), du monde arabe, de l'Afrique. Il n'est pas nécessaire de souscrire aux thèses de l'arabité ou de la négritude pour donner toute sa légitimité à un projet arabe ou africain. Le malheur est que les « européenistes » ne se comportent avec cette intelligence. Dans leur grande majorité ils se contentent de se déclarer « supranationaux », et « anti-souverainistes », ce qui ne veut à peu près rien dire ou même entre en conflit avec la réalité. Dans ce qui suit, je ne discuterai donc pas la question de la viabilité du projet politique européen en me situant sur les terrains mouvants de l'identité, mais sur celui, solide, des enjeux et des formes d'institutionnalisation de leur gestion.

L'Union européenne est-elle viable ?

La question que je pose n'est pas celle de savoir si « un » projet européen (lequel ? pour quoi faire ?) serait possible (ma réponse est : évidemment oui), mais si celui qui est en place est viable, ou pourrait se transformer pour le devenir. Je laisse de côté les « européenistes » de droite, c'est-à-dire ceux qui, ayant souscrit à la soumission aux exigences du capitalisme des monopoles généralisés, acceptent l'Union européenne telle qu'elle est pour l'essentiel et s'intéressent seulement à donner une solution aux difficultés « conjoncturelles » (ce qu'elles ne sont pas, à mon avis) qu'elle traverse. Je ne m'intéresse donc qu'aux arguments de ceux qui proclament « une autre Europe possible », en y incluant les partisans d'un capitalisme rénové, à visage humain et ceux qui s'inscrivent dans une perspective de transformation socialiste de l'Europe et du monde.

La nature de la crise qui traverse le monde et l'Europe est au centre de ce débat. Et, pour ce qui concerne l'Europe, la crise de la zone euro – qui occupe le devant de la scène – et celle – derrière – de l'Union européenne, sont indissociables.

La construction de l'Union européenne – au moins depuis le traité de Maastricht et, à mon avis, depuis bien plus tôt – et celle de la zone Euro, ont été conçues et édifiées systématiquement comme des blocs de construction de la mondialisation dite libérale, c'est-à-dire de celle d'un système assurant la domination exclusive du capitalisme des monopoles généralisés. Dans ce cadre il nous faut d'abord analyser les contradictions qui, à mon avis, font que ce projet (et donc le projet européen qui en relève) n'est pas viable.

Mais, dira-t-on, en défense d'« un » projet européen envers et contre tout, celui qui a l'avantage d'exister, d'être en place, peut être transformé. En théorie abstraite, certes. Mais quelles sont les conditions qui le permettraient. A mon avis un double miracle (est-il utile de dire que je crois peu aux miracles ?) : 1) que la construction transnationale européenne reconnaisse la réalité des souverainetés nationales, de la diversité des intérêts et des enjeux, et organise sur cette base l'institutionnalisation de son fonctionnement ; et 2) que le capitalisme – s'il s'agit de rester dans le cadre général de son mode de gestion de l'économie et de la société – puisse être contraint d'opérer d'une manière autre que celle que commande sa logique propre, aujourd'hui celle de la domination des monopoles généralisés. Je ne vois pas d'indications que les européenistes majoritaires acceptent de prendre en compte ces exigences. Je ne vois pas davantage que les européenistes de gauche, minoritaires, qui le voient, soient capables de mobiliser des forces sociales et politiques capables d'inverser le conservatisme de l'europeanisme en place. C'est pourquoi je conclus que l'Union européenne ne peut être autre que ce qu'elle est, et que celle-ci n'est pas viable.

La crise de la zone euro illustre cette impossible viabilité du projet

Le projet « européen » tel que le traité de Maastricht le définit et celui de la zone euro ont été vendus aux opinions par une propagande (je n'ai pas d'autres mots pour la qualifier) mensongère et imbécile. Aux uns – les privilégiés (relatifs) de l'Europe de l'Ouest opulente – on a raconté qu'en gommant les souverainetés nationales on mettait un terme aux guerres haineuses qui avaient ensanglanté le continent (et on comprend alors le succès de ce boniment). On a rajouté la sauce : l'amitié de la grande démocratie étatsunienne, le combat commun pour la démocratie dans ce grand Sud arriéré – forme nouvelle de l'adhésion à des postures impérialistes – etc. Aux autres – les pauvres hères de l'Est – on a promis l'opulence par le « rattrapage » des niveaux de vie occidentaux.

Les uns et les autres ont cru – dans leur majorité – à ces boniments. A l'Est on a cru, semble-t-il, que l'adhésion à l'Union européenne permettrait ce fameux « rattrapage » et que le prix en valait la chandelle. Ce prix – peut être la punition pour avoir accepté le régime du socialisme, dit communisme, soviétique – était celui d'un ajustement structurel pénible, de « quelques » années. L'ajustement – c'est-à-dire « l'austérité » (pour les travailleurs, pas pour les milliardaires) – a été imposé. Mais il s'est soldé par un désastre social. C'est ainsi que l'Europe de l'Est est devenue la périphérie de celle de l'Ouest. Une étude récente sérieuse nous apprend que 80% des Roumains estiment « qu'au temps de Ceausescu, c'était mieux » (!). Peut-on espérer mieux en termes de délégitimation de la prétendue démocratie qui caractériserait l'Union européenne ! Les peuples concernés en tireront-ils la leçon ? Comprendront-ils que la logique du capitalisme n'est pas celle du rattrapage, mais au contraire de l'approfondissement des inégalités ? Je l'ignore.

Si la Grèce est aujourd'hui au cœur du conflit, c'est à la fois parce que la Grèce fait partie de la zone euro, et que son peuple a cru échapper au sort des autres périphéries balkaniques (ex « socialistes »). Les « Grecs » (je ne sais pas exactement ce que cela veut dire) pensaient (ou espéraient ?) qu'ayant évité le malheur d'être gouvernés par des « communistes » (puissants dans la Grèce héroïque de la Seconde Guerre mondiale) - et cela grâce aux colonels ! – ils n'auraient pas à souffrir du prix que les autres balkaniques doivent payer. L'Europe et l'euro fonctionneraient autrement pour eux. La solidarité européenne, et celle plus particulière des partenaires de l'Euro, affaiblies ailleurs (pour crime de « communisme » qui doit être puni), agiraient en leur faveur. Les Grecs en sont pour leurs illusions naïves. Ils devraient savoir aujourd'hui que le système réduira leur sort à celui de leurs voisins balkaniques, la Bulgarie et l'Albanie. Car la logique de la zone euro n'était pas différente de celle de l'Union européenne ; au contraire elle en renforce la violence. D'une manière générale la logique de l'accumulation capitaliste produit une accusation de l'inégalité entre les nations (elle est à l'origine de la construction du contraste centres/périphéries) ; et l'accumulation dominée par les monopoles généralisés renforce encore cette tendance immanente au système. On nous rétorquera que les institutions de l'Union européenne ont prévu les moyens de corriger les inégalités intra-européennes par des soutiens financiers appropriés destinés aux pays retardés de l'Union ; et l'opinion générale y a cru. En réalité non seulement ces aides (qui, en dehors de l'agriculture dont je ne discuterai pas de la question ici, sont affectés en particulier à la construction d'infrastructures modernes) sont trop insuffisantes pour permettre le « rattrapage » ; mais, encore plus grave, par leur contribution à une plus grande ouverture des économies concernées, facilitent la pénétration des monopoles généralisés et donc renforcent la tendance au développement inégal. De surcroît ces aides poursuivent l'objectif de renforcer certaines régions sous-nationales (la Bavière, la Lombardie, la Catalogne par exemple) et par là affaiblir les capacités de résistance des États nationaux face aux diktats des monopoles.

La zone euro a été conçue pour accentuer encore davantage ce mouvement. Son caractère fondamental est défini par le statut de la BCE, qui s'interdit de prêter aux États nationaux (et même à un État supranational européen s'il existait, ce qui n'est pas le cas), mais finance exclusivement les banques – à un taux ridicule – qui, à leur tour, tirent de leurs placements en titres des dettes publiques nationales une rente qui renforce la domination des monopoles généralisés. Ce qu'on appelle la financiarisation du système est inhérent à la stratégie des monopoles en question. Dès sa création j'avais analysé ce système comme étant non viable, appelé à s'effondrer dès lors qu'une crise sérieuse frapperait le capitalisme. Ce qui se produit sous nos yeux. J'avais soutenu que la seule alternative susceptible de soutenir une construction européenne graduelle et solide imposait le maintien d'une gestion nationale des monnaies articulées dans un serpent monétaire, lui-même conçu comme une structure de négociations sérieuses portant sur les taux de change et les politiques industrielles. Et cela jusqu'à ce que, éventuellement et beaucoup plus tard, la maturation des cultures

politiques permette la mise en place d'un État européen confédéral se superposant aux États nationaux, sans annihiler ces derniers.

La zone euro est donc entrée dans une crise prévisible qui menace réellement son existence comme on finit par l'admettre même à Bruxelles. Car on ne voit pas que l'Union européenne soit devenue capable de conduire une autocritique radicale qui impliquerait l'adoption d'un autre statut pour la gestion de la monnaie et la renonciation au libéralisme inhérent aux traités en vigueur.

Les responsables de la faillite du projet européen ne sont pas ses victimes – les pays fragiles de la périphérie européenne – mais, à l'opposé, les pays (c'est-à-dire les classes dirigeantes de ces pays) qui ont été les bénéficiaires du système, l'Allemagne en premier lieu. Les insultes proférées à l'encontre du peuple grec n'en sont que plus odieuses. Peuple paresseux ? Tricheurs avec le fisc : Madame Lagarde oublie que les tricheurs en question sont les armateurs que les libertés de la mondialisation (défendues par le FMI) protègent ! Mon raisonnement n'est pas fondé sur la reconnaissance du conflit des nations, même si dans les apparences les choses se passent de cette manière. Il est fondé sur celle du conflit entre les monopoles généralisés (eux-mêmes propres seulement aux pays du centre européen) et les travailleurs des centres européens comme de leurs périphéries, même si le coût de l'austérité imposé aux uns et aux autres produit des effets dévastateurs plus marqués dans les périphéries que dans les centres. Le « modèle allemand », vanté par toutes les forces politiques européennes de la droite et même d'une bonne partie de la gauche, a été mis en œuvre avec succès en Allemagne grâce à la docilité relative de ses travailleurs qui acceptent des rémunérations de 30% inférieures à celle des Français. Cette docilité est largement à l'origine à la fois du succès des exportations allemandes et de la croissance puissante des rentes dont les monopoles généralisés allemands sont les bénéficiaires. On comprend que ce modèle séduise les inconditionnels de la défense du capital !

Le pire est donc encore à venir : le délitement sous une forme ou une autre – brutale ou graduelle – du projet européen, en commençant par celui de la zone euro. On retournerait alors à la case de départ : les années 1930. On aurait alors une zone mark réduite à l'Allemagne et aux pays qu'elle dominerait sur ses frontières Est et Sud, les Pays-Bas et la Scandinavie autonomes mais consentant à s'y ajuster, une Grande-Bretagne que son atlantisme éloignerait encore davantage de la politique en Europe, une France isolée (Vichy ? ou de Gaulle ?), une Espagne et une Italie incertaines et fluctuantes. On aurait alors associé le pire : la soumission des sociétés nationales européennes aux diktats des monopoles généralisés et du « libéralisme » mondialisé qui l'accompagne d'une part, leur gestion politique par des pouvoirs recourant d'autant plus à la démagogie « nationaliste » qu'ils resteraient impuissants. Cette gestion politique renforcerait les chances des droites extrêmes. On aurait (on a déjà ?) des Pilsudski, des Horthy, des barons baltes, des nostalgiques de Franco et de Mussolini, des Maurassiens. Les discours d'apparence « nationaliste » des droites extrêmes sont des discours menteurs, puisque ces forces politiques (du moins leurs dirigeants) acceptent non seulement le capitalisme en général, mais encore la seule forme qu'il peut revêtir, celle du capitalisme des monopoles généralisés. Un « nationalisme » authentique aujourd'hui ne peut être que populaire au sens vrai du terme, servir le peuple et non le tromper. Du coup le vocable de « nationalisme » doit lui-même être utilisé avec précaution et peut être vaudrait-il mieux lui substituer celui « d'internationalisme des peuples et des travailleurs ». En contrepoint la rhétorique des droites en question réduit le thème du nationalisme à des dérives de violence chauvine mise en œuvre contre les immigrés ou les Roms, accusés d'être la source des désastres. Cette droite ne manque pas d'associer dans sa haine les « pauvres », tenus responsables de leur misère et accusés d'abuser des bénéfices de « l'assistanat ».

Voilà où conduit l'entêtement à défendre le projet européen contre vents et marées : à sa destruction.

Y a-t-il une alternative moins désolante ?

Va-t-on vers une nouvelle vague de transformations sociales progressistes !

Certes oui, car les alternatives (au pluriel) existent toujours, en principe. Mais les conditions pour que celle-ci ou celle-là des alternatives possibles devienne réalité doivent être précisées. Il n'est pas possible de revenir à un stade antérieur de développement du capital, à un stade antérieur de la centralisation de son contrôle. On ne peut qu'aller de l'avant, c'est-à-dire en partant du stade actuel de la centralisation du contrôle du capital, comprendre que l'heure de « l'expropriation des expropriateurs » a sonné. Il n'y a pas d'autre perspective viable possible. Cela dit la proposition en question n'exclut pas la conduite de luttes qui, par étapes, vont dans sa direction. Au contraire elle implique l'identification d'objectifs stratégiques d'étape

et la mise en œuvre de tactiques efficaces. Se dispenser de ces préoccupations de stratégies d'étape et de tactique d'action, c'est se condamner à proclamer quelques slogans faciles (« A bas le capitalisme ») sans efficacité.

Dans cet esprit et en ce qui concerne l'Europe une première avancée efficace, qui d'ailleurs se dessine peut être, part de la remise en question des politiques dites d'austérité, associées d'ailleurs à la montée des pratiques autoritaires anti-démocratiques qu'elle exige. L'objectif de relance économique, en dépit de l'ambiguïté de ce terme (relance de quelles activités ? par quels moyens ?) lui est d'ailleurs associé tout naturellement.

Mais il faut savoir que cette première avancée se heurtera au système en place de gestion de l'euro par la BCE. De ce fait je ne vois pas qu'il soit possible d'éviter de « sortir de l'euro » par la restauration de la souveraineté monétaire des États européens. Alors et alors seulement des espaces de mouvement pourront s'ouvrir, imposant la négociation entre partenaires européens et par là même la révision des textes organisant les institutions européennes. Alors et alors seulement des mesures pourront être prises amorçant la socialisation des monopoles. Je pense par exemple à la séparation des fonctions bancaires, voire à la nationalisation définitive des banques en difficulté, à l'allègement de la tutelle que les monopoles exercent sur les producteurs agricoles, les petites et moyennes entreprises, à l'adoption de règles de fiscalité fortement progressive, au transfert de la propriété des entreprises qui choisiraient la délocalisation aux travailleurs et aux collectivités locales, à la diversification des partenaires commerciaux, financiers et industriels par l'ouverture de négociations, notamment avec les pays émergents du Sud, etc. Toutes ces mesures exigent l'affirmation de la souveraineté économique nationale et donc la désobéissance aux règles européennes qui ne les permettraient pas. Car il me paraît évident que les conditions politiques permettant de telles avancées ne seront jamais réunies en même temps dans l'ensemble de l'Union européenne. Ce miracle n'aura pas lieu. Il faudra alors accepter de commencer là où on le peut, dans un ou plusieurs pays. Je reste convaincu que le processus engagé ne tarderait pas à faire boule de neige.

A ces propositions (dont le président F. Hollande a amorcé la formulation, en partie tout au moins), les forces politiques au service des monopoles généralisés opposent déjà des contre-propositions qui en annihilent la portée : la « relance par la recherche d'une meilleure compétitivité des uns et des autres dans le respect de la transparence de la concurrence ». Ce discours n'est pas seulement celui de Merkel ; il est également celui de ses adversaires sociaux-démocrates, celui de Draghi, le président de la BCE. Mais il faut savoir – et le dire – que la « concurrence transparente » n'existe pas. Elle est celle – opaque par nature – des monopoles en conflit mercantile. Il ne s'agit donc là que d'une rhétorique menteuse qu'il faut dénoncer comme telle. Tenter d'en aménager la gestion, après en avoir accepté le principe – en proposant des règles de « régulation » – ne mène à rien d'efficace. C'est demander aux monopoles généralisés – les bénéficiaires du système qu'ils dominent – qu'ils agissent contre leurs intérêts. Ceux-ci sauront trouver les moyens d'annihiler les règles de régulation qu'on prétendrait leur imposer.

Les décisions prises en septembre 2012 pour sortir de la crise de l'euro (mise en place d'un Fonds de Solidarité européen, émission d'eurobonds, rachat de la dette des États par la BCE), non seulement viennent trop tard et ne sont pas – en volume - à la hauteur des exigences, mais encore s'inscrivent toujours dans la stratégie de l'austérité qui en annule automatiquement les effets bienfaisants éventuels ; car l'austérité produira la croissance inexorable de la dette et non sa réduction ; croire le contraire est pure sottise. Conçue pour rester dans le système de la financiarisation, c'est-à-dire de la soumission aux « anticipations » des monopoles généralisés et financiarisés, cette politique de principe est vouée à laisser le champ libre à la spirale descendante de l'implosion.

De surcroît cette politique de principe repose sur la négation de la souveraineté des États, en l'occurrence des États européens, alors que les conditions pour lui substituer la souveraineté d'un État européen n'existent pas et ne seront pas réunies dans un avenir visible. Or refuser la souveraineté des États, c'est tout simplement lui substituer celle des monopoles, et rien moins que cela. Et sans souveraineté nationale il n'y a plus de démocratie possible, comme les refus répétés de l'Union européenne de prendre en considération les opinions majoritaires, les résultats des élections et des référendums qui déplaisent au capital des monopoles l'ont amplement démontré.

C'est pourquoi le rétablissement du respect des souverainetés nationales est une exigence pour tous les peuples de toutes les régions de la planète. Sans ce respect, le droit international bafoué laisse la place au « droit » à l'intervention des puissances impérialistes dans les affaires des nations qui refusent de céder aux

injonctions du capital des monopoles mondialisés. Sans ce respect des souverainetés, il n'y a aucune alternative démocratique et progressiste de possible, ni en Europe, ni ailleurs.

Le XXe siècle n'a pas été seulement celui des guerres les plus violentes qu'on ait connues, produites dans une large mesure par le conflit des impérialismes (alors conjugués au pluriel). Il a été aussi celui d'immenses mouvements révolutionnaires des nations et des peuples des périphéries du capitalisme de l'époque. Ces révolutions ont transformé à une allure accélérée la Russie, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine et ont constitué de ce fait la dynamique majeure dans la transformation du monde. Mais l'écho qu'elles ont trouvé dans les centres du système impérialiste est demeuré limité pour le moins qu'on puisse dire. Les forces réactionnaires pro-impérialistes ont conservé la maîtrise de la gestion politique des sociétés dans ce qui est devenu la triade de l'impérialisme collectif contemporain, leur permettant ainsi de poursuivre leurs politiques de « containment » (« contenir ») puis de « rolling back » (faire reculer) de cette première vague de luttes victorieuses pour l'émancipation de la majorité de l'humanité. C'est ce défaut d'internationalisme des travailleurs et des peuples qui est à l'origine du double drame du XXe siècle : l'essoufflement des avancées amorcées dans les périphéries (les premières expériences à vocation socialiste, le passage de la libération anti-impérialiste à la libération sociale) d'une part, le ralliement des socialismes européens au camp du capitalisme/impérialisme et la dérive de la social-démocratie devenant social libérale d'autre part.

Mais le triomphe du capital – devenu celui des monopoles généralisés – n'aura été que de courte durée (1980-2010 ?) Les luttes démocratiques et sociales engagées à travers le monde, comme certaines des politiques des États émergents, remettent en cause le système de la domination des monopoles généralisés et amorcent une seconde vague de transformation du monde. Ces luttes et ces conflits concernent toutes les sociétés de la planète, au Nord comme au Sud. Car pour maintenir son pouvoir le capitalisme contemporain est contraint de s'attaquer à la fois aux États, aux nations et aux travailleurs du Sud (de surexploiter leur force de travail, de piller leurs ressources naturelles) et aux travailleurs du Nord, mis en concurrence avec ceux du Sud. Les conditions objectives pour l'émergence d'une convergence internationaliste des luttes sont donc réunies. Mais de l'existence de conditions objectives à leur mise en œuvre par les agents sociaux sujets de la transformation, il y a encore une distance qui n'est pas franchie. Il n'entre pas dans notre intention de régler cette question par quelques grandes phrases faciles et creuses. Un examen approfondi des conflits entre les États émergents et l'impérialisme collectif de la triade et de leur articulation aux revendications démocratiques et sociales des travailleurs des pays concernés, un examen approfondi des révoltes en cours dans les pays du Sud, de leurs limites et de leurs évolutions diverses possibles, un examen approfondi des luttes engagées par des peuples en Europe et aux États-Unis, constituent le préalable incontournable à la poursuite de débats féconds concernant « les » avenir possibles.

Toujours est-il que l'amorce du dépassement du défaut d'internationalisme est encore loin d'être visible. La seconde vague des luttes pour la transformation du monde va-t-elle de ce fait être un « remake » de la première ? Pour ce qui est de l'Europe, objet de notre réflexion ici, la dimension anti-impérialiste des luttes reste absente de la conscience des acteurs et des stratégies qu'ils développent, quand ils en ont. Je tenais à conclure ma réflexion sur « l'Europe vue de l'extérieur » par cette remarque, d'une importance majeure à mon avis.

Cette étude fait référence à des concepts fondamentaux dans mon analyse du capitalisme contemporain et de sa crise, dont j'ai développé l'argumentation (dont seules les conclusions sont reprises ici) dans mes ouvrages les plus récents :

- *Au-delà du capitalisme sénile*, 2002 ; *Obsolescent Capitalism*, 2003.
- *Pour un monde multipolaire*, 2005 ; *Beyond US hegemony*, 2006.
- *Du capitalisme à la civilisation*, 2008 ; *From Capitalism to civilization*, 2010.
- *La crise, sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise*, 2008 ; *Ending the crisis of capitalism or ending capitalism*, 2010.
- *La loi de la valeur mondialisée*, 2011 ; *The law of worldwide value*, 2010.

Je fais référence tout particulièrement aux concepts de capitalisme des monopoles généralisés, de l'impérialisme collectif de la triade, du capitalisme historique et de ses caractères particuliers – l'accumulation par dépossession, la soupape de l'émigration vers les Amériques qui a permis le déploiement du capitalisme historique, du surplus dans le capital des monopoles et de la rente impérialiste, des deux longues crises structurelles du capitalisme des monopoles et des réponses qui ont été données à la première et de celles qui lui sont à la seconde, du conflit Nord/Sud et de celui qui oppose les pays émergents à la triade impérialiste, des deux longues vagues de luttes et de conflits anti-impérialistes (l'éveil du Sud) et anti-capitalistes (les révolutions socialistes) qui ont occupé le XXe siècle et qui s'amorce au XXIe siècle.

Voir sur ces questions mes articles de synthèse :

- "Capitalism, a parenthesis in history", *Monthly Review* 2009.
- "The battlefields chosen by contemporary imperialism", *Kasarinlan Philippine Journal of Third World Studies*, 2009.
- "The trajectory of historical capitalism", *Monthly Review* 2011. • Audacity, site Pambazuka 01/12/2011.
- « Capitalisme transnational ou impérialisme collectif ? », *Recherches Internationales*, 2011.
- "The Centre will not hold, the rise and decline of liberalism", *Monthly Review* 2012.
- "The surplus in Monopoly Capitalism and the imperialist rent", *Monthly Review* 2012.
- The South challenges globalization, site Pambazuka 05/04/2012.

L'analyse critique de la construction européenne et de la gestion de l'euro, objet de cet article, est replacée dans ce cadre global. Pour des développements concernant ces questions, voir :

- « L'effacement du projet européen » (*Au-delà du capitalisme sénile*, 2002 ; pages 110 et suivantes).
- « Les sables mouvants du projet européen » (*Pour un monde multipolaire*, 2005 ; pages 22 et suivantes).
- « Le projet européen remis en question » (*Du capitalisme à la civilisation*, 2008 ; pages 151 et suivantes).
- L'impossible gestion de l'euro, site Pambazuka 06/07/2010.

La référence à l'étude concernant l'opinion roumaine a été faite oralement par un participant roumain au Forum Social Balkanique (Zagreb, Mai 2012).